L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GÉNÉRAL—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 10 AVRIL 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No 81, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 10 AVRIL 1848.

Affaires Publiques. — Le Conseil de la Première Municipalité s'est à la veille de reorganiser la direction des écoles publiques. Les membres de l'ancienne direction ont accompli beaucoup de bien, mais il reste encore beaucoup à faire. L'instruction publique est pour le peuple une question vitale, une question d'avenir, et nos alderman ne sauraient s'en occuper avec trop de soin et d'étude. Les temps s'obscurcissent jusqu'à ce moment doivent encourager le Conseil à persévérer dans la voie progressive où il s'est engagé depuis quelques années. L'instruction élementaire a été mise à la portée de toutes les classes; les enfans trop pauvres pour fréquenter les écoles particulières ont pu acquérir certaines connaissances indispensables dans les écoles municipales; ce sont là des bienfaits, dont chacun a pu apprécier l'importance et dont l'honneur revient à ceux qui ont créé et dirigé cet admirable système de l'instruction gratuite.

Est ce à dire qu'il n'y a plus d'améliorations à introduire dans nos écoles, et que nous avons tout fait? La plus grande somme de bien possible! Non. Le principal objet du Conseil doit être de diminuer les dépenses des écoles et d'en augmenter les bienfaits. Il nous paraît indispensable, pour y parvenir, de centraliser des édifices appropriés à leur destination. Aujourd'hui toutes les classes sont tenues dans des maisons que la Municipalité loue fort cher, et qui ne conviennent nullement à l'usage auquel elles sont affectées. Les chambres sont en général trop petites, privées d'air et de lumière, et partant insalubres. Il faudrait de vastes pièces où l'on put placer les élèves à une certaine distance les uns des autres, ces conditions de bien-être physique sont tout aussi nécessaires à la santé de des enfans que l'air et la lumière. Ces améliorations exigeraient sans doute une somme d'argent assez considérable, mais elle serait largement compensée par les économies qui résulteraient de la centralisation des bâtimens spéciaux adaptés aux nécessités d'une enseignement régulier. Nous appelons l'attention du Conseil sur ce sujet important, et nous ne doutons pas qu'il ne s'occupe sérieusement de cette question vitale, une question d'avenir, et nos aldermen